

A.P.L. ouest

informations

bulletin régional hebdomadaire
de l'Agence Presse Libération

A.P.L. 14 rue de Bretagne 75003 Paris
29 rue J. Jaurès 44000 Nantes - Librairie 71 -
dir.: M. Clavel tél: 73.82.48
reproduction et utilisation des informations "A.P.L." entièrement libres !

APL Nantes, périodique CCCAP 54701. APL Nantes, périodique CCCAP 54701

SOMMAIRE:

~~6~~ ^{OCT} ~~Sept.~~ N° 111

- Page 1: Calendrier
- Page 2: Nuclaire, la lutte continue.
- Pages 3 et 4: Journée d'action pour la culture bretonne
- Page 5: Rentrée mouvementée à la Bugallière
- Pages 6, 7 et 8: La B.N. occupée
- Page 9: Un procès d'objecteur-insoumis à Angers
- Page 10: Deux procès d'insoumis à Rennes
- Page 11: Constitution d'une section de l'Association Franco-Palestinienne à Nantes
- Page 12: Les salariés de l'agriculture manifestent contre Bonnet.
- Pages 13 et 14 : Nouvelles brèves...vite, vite, vite...
- Page 15: Débrayage à BLM
- Page 16: Du mouvement dans la presse: -Le quotidien du Peuple
-Républica en français
- Pages 17 et 18: Appel pour la constitution d'un comité Portugal
- Page 19: Espagne: mobilisation importante à Nantes.
- Pages 20, 21, 22 et 23: Bilan de l'occupation de la cathédrale.
- Page 24: En bref- Grèves- Occupation- Manifestation.

Le numéro: 1,50 F

ABONNEMENT: 12 NUMEROS, 15 FRANCS

①

CALENDRIER

+ MERCREDI 8 OCTOBRE

+ Constitution d'un comite Portugal (voir page 17)

+ Commission " MFA armée " pour la réalisation du Dossier Portugal
(pour le lieu voir l'APL')

+ Comité LARZAC 20 H 30 57 rue des hauts pavés
Bilan Fontevraud - Larzac

+ Intérimaires. Réunion pour former un groupe qui aurait pour but
la suppression des problèmes de l'interim et du chômage.

20 H 30 Fraternité Protestante.

+ VENDREDI 10 OCTOBRE

+ Commission "coopératives agricoles et réforme agraire" pour
la réalisation du Dossier Portugal. (pour le lieu voir l'APL)

+ DIMANCHE 12 OCTOBRE

+ MFA-GSED : 10 H café Moderne quai Marcel Boissardà Trentemoult.
Permanence tous les mercredis. Tous ceux qui s'intéressent à
l'Economie, ou au devenir de l'homme sont invités.

+ SAMEDI 11 DIMANCHE 12 OCTOBRE

+ W.E du C.P.O. : le protestantisme aujourd'hui.

L'ACTUALITE ETANT FOURNIE CETTE SEMAINE VOUS NE RETROUVEREZ
QUE LA SEMAINE PROCHAINE LA SUITE DU DOSSIER " NANTES ST NAZAIRE
CAPITALE DE LA CONTESTATION SOCIALE " COMMENCE LA SEMAINE DERNIERE

LE C. R. I. N. NANTES

+++++

Le C. R. I. N. Nantes (Comité Régional d'Information Nucléaire) appelle tous ses membres et tous ceux et celles qui ressentent l'urgence du problème nucléaire à une réunion le vendredi 10 octobre, 20 heures au Foyer de la Jeune Travailleuse, Place Ste Elizabeth, en vue de faire le point de la situation et de préparer les actions à venir.

Il ne s'agit pas d'une réunion d'information mais d'un regroupement de tous ceux qui veulent agir.

Le C. R. I. N. réaffirme son opposition au programme nucléaire imposé par les pouvoirs publics au mépris des risques écologiques, sociaux, économiques, sans se soucier de l'avis des populations concernées.

Le C. R. I. N. qui s'est spontanément constitué début 1975, a jusqu'ici cherché à faire un travail d'information par des réunions-débats sur Nantes et la région, (800 personnes salle Paul Fort le 24 avril). Pendant les vacances, le corbillard antinucléaire du C. R. I. N. a fait la fonction entre les sites envisagés à CORSEPT (près de StBrévin) et BRETIGNOLLES (Vendée).

Le C. R. I. N. a également apporté son soutien aux luttes des Paysans Travailleurs, et manifesté sa solidarité avec les paysans de FONTEVRAUD menacés par l'armée.

Si l'information doit se poursuivre à tous les niveaux, il devient à présent urgent pour tous les opposants au nucléaire de porter leurs efforts sur des points plus précis.

En effet, plusieurs sites sont prospectés par E. D. F. dans la région: MCNTJEAN (où un mini-référendum est prévu pour le 26 octobre), LIRE, SAINT-GEORGES, VARADES et ANETZ dans le Val de Loire, BRETIGNOLLES, SAINT-MARTIN DE BREM et un troisième site en Vendée.

Le site de CORSEPT, bien que controversé, n'est pas abandonné, et d'autres sites sont envisagés sur l'embouchure de la Loire.

Bien-sûr, E. D. F. et les pouvoirs publics tiennent la population dans l'ignorance la plus totale quant à leurs grandiose projet nucléaire, conformément à leur traditionnelle politique du silence et du fait accompli.

Déjà les différents comités antinucléaires du Val de Loire envisagent d'unir leurs efforts et de former une "Fédération Anti-Nucléaire du Val de Loire".

=o=o=0=0=0=

Le C. R. I. N. Nantes rappelle qu'il se tient à la disposition de tous ceux qui désirent des réunions d'informations sur les problèmes posés par l'industrie nucléaire. Plusieurs montages audio-visuels sont disponibles ainsi que des brochures et de la documentation.

Le C. R. I. N. tient une permanence tous les mercredis et vendredi de 17 heures à 19 heures dans son local situé rue de la Haute Forêt, près du R. U. La Lombardière (Batiments I. U. T. de Gestion). Tél. : 74-50-70. Poste 306.

=o=o=O=O0=C=o=o=

③

POUR LE RESPECT DES DROITS CULTURELS
DU PEUPLE BRETON,
JOURNÉE D'ACTION DU MARDI 7 OCTOBRE 1975 DANS LES ÉCOLES

"Toute culture a une dignité et une valeur qui doivent être respectées et sauvegardées. Tout peuple a le droit et le devoir de développer sa culture. Dans leur variété féconde, leur diversité et l'influence réciproque qu'elles exercent les unes sur les autres, toutes les cultures font partie du patrimoine commun de l'humanité". (Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale - 1966).

Toute une série de conventions internationales protègent les droits des minorités. En Europe, elles sont appliquées dans tous les pays, sauf l'Espagne fasciste... et la France. Dans le Pays Nantais, comme dans le reste de la Bretagne, l'école transmet une culture officielle, bourgeoise et parisienne. C'est tellement commode pour opérer la sélection !..

Pour tout militant de gauche, c'est une situation intolérable que de voir la culture populaire, la culture des paysans et des ouvriers, étouffée, méprisée et bannie de l'école comme de la radio et télé. Le mépris gallo (ce "patois de bouseux") comme du breton ("bon pour parler aux chevaux et aux domestiques") a été inculqué par l'école à des générations de Bretons. Or, qui méprise et se moque du parler du peuple, méprise aussi le peuple...

RESPECT DE LA CULTURE DU PEUPLE, DROIT À LA DIFFÉRENCE, SOUTIEN DES CULTURES MINORITAIRES, toutes ces idées sont peu à peu prises en charge par l'ensemble de la gauche en France. Le P. C. F. et le P. S. ont déposé chacun leur projet de loi sur l'enseignement de la langue et la diffusion de la culture bretonne. Mais bien que nous soyons entrés dans "l'ère du changement", la situation est plus bloquée que jamais !

En dépit des revendications légitimes exprimées chaque année par les organisations représentatives : syndicats d'enseignants, AR FALZ, partis politiques démocratiques (PCF, PS, PSU, UDB) ainsi que par les assemblées élues (conseils municipaux, conseils généraux y compris celui de la Loire-Atlantique), aucune amélioration n'a été apportée depuis 1971.

Le 18 juillet 75, les principales organisations culturelles et pédagogiques bretonnes, dont AR FALZ, ont déclaré publiquement qu'elles n'accepteraient plus une situation si contraire aux intérêts de la jeunesse et de la population bretonne tout entière. Elles ont exigé que les promesses des différents ministères de l'Éducation Nationale, dont M. HABY, trouvent enfin un début d'application lors de la rentrée 1975.

La rentrée est faite et AUCUNE MESURE N'A ÉTÉ PRIÉE.....

POUR FAIRE CEDER LE POUVOIR GISCARDIEN, les organisations culturelles ont décidé une série d'actions. La première aura lieu dans les écoles le MARDI 7 OCTOBRE sous la direction d'AR FALZ, qui a demandé l'appui des syndicats démocratiques (le SNEB et le SGEN ont déjà répondu favorablement).

QUE SE PASSERA-T-IL LE 7 ?

Les enseignants seront présents dans les classes mais consacreront leur temps de présence à parler de la culture bretonne sous toutes ses formes (histoire, langue, problèmes économiques, musique, arts, etc...). Ils rendront ainsi dans les faits la place que la civilisation bretonne devrait avoir dans les programmes.

QUELLES-SONT NOS REVENDICATIONS MINIMALES DANS L'ECOLE DE LOIRE-ATLANTIQUE ?...

ECOLE ELEMENTAIRE : généralisation de l'étude de notions de culture bretonne (histoire, géographie, culture littéraire et artistique) dans les activités d'éveil. Cette étude se fait bien sûr en français.

C. E. S. , C. E. G. , C. E. T. : l'étude de la civilisation bretonne sera intégrée dans les programmes généraux à tous les niveaux. L'étude du breton sera proposée comme option de seconde langue à partir de la 4ème, et autrement sous forme de cours facultatifs.

LYCEES : Option "Langue et civilisation régionale" et cours facultatifs.

Nous insistons sur le fait que le breton n'est imposé à personne, mais il doit pouvoir être étudié à titre d'option, à côté d'autres langues vivantes (anglais, allemand) mais aussi, là où sont les travailleurs immigrés, à côté du portugais, de l'arabe, etc...

Nous insistons également sur le fait qu'existe dans les écoles une demande de la part des élèves portant sur la civilisation bretonne. Par exemple, nombreux sont les lycéens qui veulent apprendre le breton. Notre grand problème est de trouver des profs. Or il n'existe pas de licence d'enseignement. Le ministère a donc autorisé l'ouverture de cours dans les lycées (à partir de la seconde et il faut au moins 10 élèves), mais n'a rien prévu pour former des enseignants ! Malgré cela, malgré des heures de cours placées entre midi et 14 h. ou de 18h à 19h, (il faut en vouloir) nous avons pu présenter 85 candidats à l'épreuve facultative du Bac 75, dans le département.

Après la journée d'action du 7 octobre dans toute la Bretagne, se prépare UN GRAND RASSEMBLEMENT PREVU POUR LE 26 OCTOBRE A GUINGAMP. Il est certain que nous avons besoin de l'appui de toutes les forces démocratiques pour faire avancer le problème.

G. I. B.

RENSEIGNEMENTS SUR "AR FALZ":

Per RHUN, 19, rue Bergeronnette - 44800- St HERBLAIN

⑤

BUGALIÈRE, UNE RENTRÉE DIFFICILE!...

La rentrée 75 comme les deux précédentes fait couler de l'encre. La Bugalière : lotissement de 720 logements dont 500 à 550 sont actuellement habités. Nous avons à notre disposition pour scolariser nos enfants :

- un groupe primaire en dur de 12 classes
- 2 maternelles en dur de 4 classes chacune
- 4 classes préfabriquées primaire (construites sur un terrain prévu pour le volley-ball)
- 2 classes préfabriquées maternelles (construites sur un parking)

Dès la semaine précédant la rentrée les parents d'élève se sont inquiétés de la surcharge des classes maternelles (47 de moyenne par classe) . 60 enfants devaient être refusés le 15 Septembre si le S.N.I. maintenait son mot d'ordre. Des tracts ont été distribués pour alerter les parents.

Une Assemblée Générale le lendemain de la Rentrée a permis de faire un premier bilan: 17 classes primaires (occupation d'un local Maternelle) - 5 classes en maternelle 1 - 4 classes en maternelle 2 mais les effectifs donnent droit à l'ouverture d'une 5^o classe.

Mais tous les locaux sont occupés, ALORS QUE 200 MAISONS VONT ÊTRE LIVRÉES D'ICI LA FIN DE L'ANNÉE. Le deuxième groupe primaire n'est pas sorti de terre et seulement 5 classes sont financées!

Où iront tous ces enfants ?

Nous voulons faire part au Maire de nos vives inquiétudes. Une centaine de parents avec leurs enfants et des banderolles se rendent à la Mairie le Jeudi suivant ; ils occupent la salle du conseil municipal pendant trois heures. Et refusent à l'unanimité les propositions du Maire (Occuper les salles du centre social - ça fait 3 ans que nous le réclamons car nous n'avons aucune salle pour nous réunir); envoyer les enfants par car dans une autre école d'Orvault, La Sallentine - avec "une petite participation des parents bien sûr)

Il faut noter qu'une partie des écoles est financée par le promoteur qui ne la prend pas sur son bénéfice mais la répartit sur le prix des loyers et des maisons. DONC LES BUGALIENS PAIENT LEURS ÉCOLES.

La semaine suivante, nouvelle manifestation à la Mairie. C'est embêtant pour un maire qu'à 18 mois des élections tout un quartier neuf soit mécontent. Son jeu est simple : reporter sur la préfecture le manque de subventions etc .. Enfin ce soir-là devant notre détermination il nous parle d'achat de préfabriqués si la préfecture finance.

Et Jeudi nous apprenons qu'une subvention exceptionnelle sera versée à la Mairie pour achat de 2 préfabriqués. Mais aucun délai alors qu'une 5^o classe de maternelle II (ouverte 8 jours après la rentrée) occupe la salle de repos.

Ce même lundi se tenait une réunion du Conseil Municipal. 60 parents se sont donc rendus à la Mairie une nouvelle fois. 3 questions sont posées: "Quand les préfabriqués? Quand l'ouverture des 10 classes? Quand l'école gratuite?" (5)

-Le Maire a interrompu la séance du Conseil. Aucune réponse positive ne nous a été faite. Nous nous sommes rendus compte que les intérêts de la Municipalité d'Orvault ne sont pas les nôtres.

MAIS SI DANS 3 SEMAINES LES PREFABRIQUES NE SONT PAS INSTALLEES LES PARENTS SONT DE NOUVEAU PRETS A AGIR

Des parents d'élève de la Bugallière

LA B.N. OCCUPEE

La Biscuiterie Nantaise, dont le principal actionnaire est la General Mills, multinationale d'origine américaine, se porte bien. Les commandes tournent à plein, pour les gateaux et surtout pour les extrudés-les "amuse-gueule". Pas de menaces sur l'emploi dans le secteur. L'usine s'est même permis d'absorber l'usine voisine de La Clochette à Carquefou. Elle annonce encore d'autres projets.

1377 personnes en 3 usines, Nantes, Vertou et Compiègne, hommes et femmes. CGT et CFDT 50 % chacun à peu près. P.D.G. Lionel Cossé un des principaux notables à la Chambre de Commerce. --Une filiale à Londres, un dépôt à Lyon.

La B.N. tourne bien pour les actionnaires. Pour les travailleurs, c'est autre chose. Cadences, travail en huit. On embauche à la B.N. ça peut être Nantes ou Vertou suivant les caprices de la direction, et ça peut changer. --Depuis un an environ, L'ATTITUDE DE LA HIERARCHIE DANS L'USINE A CHANGE (à l'occasion d'un changement du directeur des "relations sociales", c'est comme ça qu'on appelle maintenant le chef du personnel): tout accrochage d'atelier entre la petite maîtrise, d'un côté les travailleurs et les délégués, de l'autre se traduit au niveau de la direction qui fait bloc avec ses sous-fifre et n'admet aucune concession.

Enfin les salaires sont bas, les plus bas de l'Alimentation Nantaise (comparés à Say, La Brun ou Cassegrain. Au coefficient 135, le salaire est de 2570 F par mois chez Say, 1600 F à la B.N. avec des minima à 1500 F

La lutte qui s'est déclanchée le lundi 22 Sept. avait été précédée par une phase de négociations, au Printemps dernier. Accord sur le retour (compensé) aux 40 heures, mais pas sur l'augmentation. Et par une action des ouvriers de l'entretien: dans le cadre de la lutte syndicale contre le travail de nuit, les travailleurs réclament un roulement "une semaine de nuit sur 7" au lieu de "une sur 6" actuellement.

7

Lundi 22. Assemblée Générale au siège social, en plein centre de Nantes, tout près des Chantiers Navals. Les travailleurs de l'usine de Vertou sont représentés. A souligner : une délégation de Compiègne a fait le déplacement à Nantes pour cette A.G. - La grève totale est votée, chez les ouvriers pratiquement à l'unanimité, chez les employés pratiquement 50 %, un très petit pourcentage (évidemment) chez les cadres.

Revendication principale : 100% d'augmentation pour tous, EN PLUS du rattrapage de la hausse des prix.

-A la B.N. en effet, comme dans la métallurgie, et un peu partout maintenant, les augmentations de salaires se divisent en deux : le maintien du pouvoir d'achat, calculé en fonction de la hausse des prix, avec ici une moyenne entre l'indice officiel INSEE et les indices syndicaux CGT CFDT. Et deuxièmement l'amélioration du pouvoir d'achat. C'est sur ce point, évidemment que dans chaque cas le patronat bloque le plus.

OCCUPATION

Mardi 24 : alors que la grève devient effective dans les trois usines, Nantes, Vertou et Compiègne, la direction reste sur ses positions. "Pour ne pas se faire pigeonner, les travailleurs décident l'occupation des trois usines.

L'usine de Nantes avait déjà été occupée en 1968. Et une nouvelle fois avec grève totale en 1973.

Dans la situation économique actuelle de l'entreprise, l'actuel on fait mal à la "General Mills". Les travailleurs qui contrôlent, entre autres, le standard téléphonique, en sont parfaitement conscients. Les appels de clients surpris et impatients se succèdent. La B.N. perd de l'argent, beaucoup d'argent à chaque heure de grève. Et tant que l'occupation qui est très vigilante se maintient il n'y a même pas possibilité de vendre sur stocks.

CADRES AU LAURIER FLEURI - ÉCHEC

Des tentatives pour démoraliser une partie des travailleurs, et pour briser la grève, ont été faites, sans aucun succès pour le moment : A Compiègne, où l'usine est assez petite (100 personnes) la direction habite dans l'usine. Là, l'occupation est un peu moins stricte les travailleurs sont sur les lieux par roulement mais les portes restent ouvertes. -A NANTES les cadres se sont installés dans un café, au Laurier Fleuri, sur la route de Vertou. Certains d'entre eux vont voir des travailleurs de l'usine à leur domicile, ils essaient d'en faire venir à des réunions de non grévistes chaque jour. Mais la réaction ouvrière a été très rapide et vigoureuse : 50 travailleurs de Vertou, avec leurs délégués, se sont présentés - sans violences - au Laurier Fleuri, en pleine "réunion".

Depuis "pour éviter les incidents", la direction a annulé cette "permanence".

Enfin, après avoir fait courir différentes rumeurs, la direction a du se résoudre à verser normalement un acompte de fin de mois.

LE POINT LUNDI

8

La situation est la suivante. Les négociations ont avancé:

- Amélioration du pouvoir d'achat : 50,00 pour tous, 70,00 pour le personnel faisant 40 heures (400 personnes)
- Prime de vacances d'hiver acquise définitivement et passant de 100 F (première proposition) à 200,00F
- Personnel d'entretien : une semaine de nuit sur 6 jusqu'au 1^o Janvier, une sur 7 après .
- Personnel sous contrat temporaire : contrats reconduits.

Mais les travailleurs ne sont pas "chauds" pour reprendre le travail avant qu'un problème soit réglé . En effet la direction prétend payer les "non-grévistes". Son opération de pointage ayant été vigoureusement boycottée par le personnel (au Laurier Fleuri), la direction prétend payer comme "non-grévistes" les employés de bureau (50 environ) qui s'étaient présentés au boulot le premier jour de la grève ! Par contre, évidemment, aucune indemnisation des jours de grève n'est acceptée pour la masse des travailleurs . Un autre élément est intervenu : à l'usine de Compiègne, les agents de maîtrise ont réussi un coup de force contre les piquets d'occupation et la travail a du reprendre ;

→ La grève de la B.N. est importante : pour la première fois depuis longtemps, dans le climat général de crise et de chômage, il s'agit d'une action revendicatrice offensive (100F de plus pour tous, contestation du travail de nuit, contestation de la hiérarchie, occupation coordonnée des 3 usines, boycott du pointage des jaunes). Elle s'oriente vraisemblablement vers un compromis favorable, et cela dans un secteur, l'alimentation, largement représenté dans la région : IUSAY CASSEGRAIN SEB FRIGECREME ÉVOJUNEAU ATLANTIC VIANDE WESSAFIC etc...

Enquête A.P.L. aux portes de l'usine et correspondance téléphonique avec une déléguée CFDT LUNDI 6 Octobre 10 H 30

TOUS A
ANGERS
LE 8

ANGERS/ UN OBJECTEUR INSOUMIS PASSE EN PROCES

Nous avons reçu une lettre de Denis Rousset, insoumis, qui passe en procès le mercredi 8 octobre, au tribunal de grande instance, à Angers, à 14 heures.

Denis nous envoie également une plate forme de soutien en vue du procès, dans laquelle il dénonce tous les rôles actuels de l'armée et où il explique notamment:

" Je refuse le "service civil" actuel, nouvelle forme de répression et d'encadrement du service national. Les appelés à l' O.N.F. étant isolés, éloignés de la vie sociale, la lutte au sein de l'institution est difficile et sans échos. Le seul moyen de faire reculer les projets du pouvoir m'apparaît comme étant l'insoumission massive à cette incorporation.

C'est le sens de mon insoumission.

Face à ce procès, il est important de déboncer, sous son masque d'humanisme ou d'"intérêt général", cette nouvelle organisation du service national, officialisation du bénévolat pour parer aux carences du système, et maintien d'un contrôle idéologique sur les jeunes appelés.

Notre objectif doit être de lutter pour empêcher l'instauration de ce type de service civique, solution de remplacement indispensable au pouvoir face à la montée des luttes à l'intérieur de l'armée.

Notre lutte n'est pas sectorielle, ou corporatiste. Elle est solidaire de la lutte politique des appelés dans les casernes, et suit à terme les mêmes objectifs.

Le pouvoir inculpe isolément quelques insoumis. Il faut souligner à l'occasion de ce procès le caractère collectif et le sens de l'insoumission des objecteurs à leur affectation.

Nous constituons un enjeu important dans l'évolution de la crise de l'appareil militaire "

Un comité de soutien existe sur Angers. Il compte organiser une conférence de presse lundi ou mardi de la semaine prochaine.

ESPAGNE

Des syndiqués du SNES, du SGEN et des non-syndiqués du CES de Coueron participent à la journée internationale de soutien à l'Espagne en informant pendant les cours les élèves et en versant leur journée de salaire au "Collectif Eva Forest "

INSOUMISSION
JUSTICE MILITAIRE.

Deux insoumis : Yvon CORLAY et Dominique METEYE, continuent à la prison Jacques Cartier, à Rennes, leur grève de la faim entreprise depuis leur arrestation le 18 septembre.

L'insoumission est pour eux une forme de lutte contre l'armée et la société capitaliste dans son ensemble.

Ils risquent ainsi de se voir infliger une peine de DEUX ANS de prison par les T. P. F. A. (Tribunaux Permanents des Forces Armées).

Vous pouvez les soutenir en protestant contre leur incarcération et en exigeant leur libération auprès du juge d'instruction :

C. FCCH
Bd de la Tour d'Auvergne
-35992- RENNES - ARMÉES

-o-o-o-0-o-o-o-

Un autre insoumis Nantais : Bernard MOREAU, membre d' I. C. I. (Insoumission Collective Internationale) sera jugé par le T. P. F. A. de Rennes, le vendredi 10 octobre à 14 heures. Bernard a été arrêté le 1er mai 75, il a été libéré un mois plus tard, après une grève de la faim.

Ce procès sera une nouvelle occasion de dénoncer la juridiction d'exception que constituent les T. P. F. A.

En effet, selon le code de "justice" militaire, dans les T. P. F. A. :

- L'armée est juge et partie.
- Toutes les opérations de police, de poursuite, d'instruction et de jugement, sont laissées à des militaires seuls.
- Des gardes armés sont présents au procès.
- Il n'y a pas de partie civile.
- Parmi les 5 juges, 3 sont des militaires.
- Le procureur est militaire (commissaire du gouvernement).
- Les jugements n'ont pas été motivés.
- Il n'y a pas de voie d'appel, (la seule possibilité de protestation contre le jugement est le pourvoi en cassation, sur la forme uniquement) .

- Le président du Tribunal peut interdire à la Presse toute publication sur les débats, même si ceux-ci ne concernent pas les mœurs et si le huis-clos n'a pas été prononcé.

De plus, l'avocat est généralement commis d'office. C'est la plupart du temps un stagiaire qui ne connaît pas l'accusé...

Enfin, les débats se déroulent dans un quasi-secret, l'opinion ignorant qu'ils sont ouverts au public.

11

NOUS DEVONS OBTENIR LA SUPPRESSION DES T. P. F. A., qui sont :

- UN ORGANE DE REPRESSION TRES ACTIF
- UN DANGER POUR TOUS, DANS LE CADRE DES ORDONNANCES DE 5q.

Pour porter un nouveau coup à la "justice" militaire :

RENDEZ-VOUS LE VENDREDI 10 OCTOBRE A 10 HEURES DEVANT
LE PALAIS DE JUSTICE DE RENNES.

-o-0-o-

↓
Rappelons aussi que vous pouvez écrire aux nombreux insoumis
emprisonnés, dont :

Michel MACE, Maison d'Arrêt Jacques Cartier RENNES
François FEUTREN, 643 358 Maison d'Arrêt 94280 FRESNES.

Pour tout contact avec le Groupe Insoumission Totale de Nantes et
Insoumission Collective Internationale, permanence le jeudi de 20h à 22h au
C.S.C.C., 57, rue des Hauts Pavés Nantes.

G. I. T. - I. C. I.

.....
PALESTINE

L'ASSOCIATION MEDICALE FRANCO-PALESTINIENNE vient d'être
créée pour organiser et développer dans les plus larges couches en France l'aide au
croissant rouge Palestinien. (Fondée sous le patronage de madame Marie-Claude
AL HAMCHARI et de médecins dont les professeurs P. MILLIEZ, J. ROUJEAU,
M. LARIVIERE, F. KHAN, P. VERNANT..., les docteurs B. MORIN, A. BEHAR,
H. CAMMOUN, J. P. RUCBIER, TIMSITT, etc...)

L'association veut apporter au peuple palestinien un soutien tant mor-
ral que matériel dans le domaine sanitaire. Le peuple palestinien compte sur lui-
même pour mener la lutte, reçoit une aide mesurée que lui apporte les Etats
frères Arabes, mais a aussi besoin de l'aide internationale.

L'association veut également témoigner en France des conséquences
sanitaires de l'exil et de la nature de la guerre qu'Israël livre au peuple palesti-
nien.

Sur cette base, une section de l'A. M. F. P. est en voie de constitu-
tion à NANTES. Son activité a été pour l'instant de collecter fonds et médicaments.
Pour la construction d'un hôpital au Liban afin de secourir les populations bom-
bardées au Sud-Liban et les Feidayns Palestiniens blessés par l'agresseur
sioniste.

Pour tout contact et renseignements, adressez-vous à :
la LIBRAIRIE "71", rue J. Jaurès - NANTES.

-o-C-00-C-o-

LES SALARIÉS DE L'AGRICULTURE MANIFESTENT CONTRE BONNET

Le samedi 27 septembre, 700 salariés de l'agriculture demandent des comptes au ministre Bonnet à Carnac.

AU BILAN

- .L'EMPLOI,
- .LES CONDITIONS DE TRAVAIL
- .LES LIBERTES SYNDICALES

6 L'EMPLOI

Le chômage s'accroît en agriculture dans les services (développement) comme dans la production et la transformation. Ainsi, en l'absence de mesures rapides, les secteurs des champignons et de l'aviculture courent à la catastrophe (Blanchaud, Corlay).

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Aucune mesure n'est envisagée pour la diminution du temps de travail. Bien plus, la loi des 40 heures est bafouée: Bonnet, à la demande de Debatisse, (FNSEA)

- : autorise une durée maximale du travail de 57 heures par semaine,
- : autorise un allongement de cette durée sur simple demande des FDSEA
- : décide qu'1h15 de travail en élevage = 1heure payée, etc...

LES LIBERTES SYNDICALES

Depuis le 1^o janvier 1975... 45 Délégués syndicaux FGA-CFDT ont été licenciés!

Un exemple précis: à la coopérative laitière de Haute-Normandie, suite à une grève réprimée par une véritable milice patronale, 5 délégués syndicaux sont licenciés. L'inspection des lois sociales refuse le licenciement, le tribunal ordonne la réintégration, Bonnet, le 14 Aout, ANNULE la décision.

Les 700 salariés présents à Carnac remettaient également en cause le code rural qui régit leurs conditions d'emploi. Ils demandent, comme tous les autres travailleurs l'application du code du travail.

BONNET N'AIME PAS LES SYNDIQUES : IL LES RECOIT AVEC LES FLICS!

: Les camarades de la Manche sont arrêtés 5 fois par les flics avant d'arriver à Carnac.

: Tous les cars ont été arrêtés, soit à la Roche Bernard, soit à l'entrée de Vannes. Les flics tentent d'empêcher les cars d'arriver à Carnac.

! Nous sommes bloqués 2km. avant Carnac et finissons à pieds.

A la mairie pas de Bonnet, mais ses flics. Bonnet est à Lorient où il inaugure la foire Exposition. Une délégation de camarades réussit à troubler l'inauguration, mais Bonnet refuse de venir à Carnac.

Après un meeting devant la mairie où chacun s'exprime, nous faisons brûler symboliquement le Code Rural sur la place. Nous décidons de rentrer dans la

(13)

mairie pour déposer nos revendications.

La visite fut courte, les CRS étaient là... Deux sommations du capitaine de gendarmerie et... retour aux cars direction Vannes.

Arrêt de la circulation sur l'autoroute et information aux automobilistes pendant 1/4 d'heure. Puis à l'entrée de Vannes, blocage par les CRS. Pendant 2 longues heures, les CRS tentent d'empêcher la manifestation dans Vannes.

LA TENSION MONTE, les flics cèdent et la manif se termine devant la préfecture.

SUITE A CETTE PREMIERE MANIFESTATION IMPORTANTE DES SALAIRES DE L'AGRICULTURE, NOUS SAVONS CE QU'EST LA SOCIETE LIBERALE A BONNET, PONIA, GISCARD.

SATPA-CFDT, Chambre d'Agriculture (L.A.)

V I T E . . . V I T E . . . V I T E

UN Dervalais en visite dans les prisons espagnoles !

Visite dont il se serait bien passé, il fut interpellé dans un café par la "Guardia civil" le 26 août alors qu'il discutait avec des camarades; puis il fut relâché. De nouveau il fut arrêté le 28 août jour de l'entrée en vigueur de la loi d'exception pour participation à une manifestation à laquelle il pouvait difficilement participer regardant à cette heure la télévision chez ses hôtes.

Sans commentaire.

LE PRINTEMPS DES BONNETS ROUGES

Cette pièce politique et sociale de Paul Keing est inspirée par la révolte des Bretons en 1675. Elle passera bientôt à Nantes puisque l'UDB a loué un chapiteau de 2500 places pour la passer chaque soir dans une ville nouvelle. La première étant Morlaix le 8 novembre. (on en reparlera)

LORIENT : GREVE DANS LES GARAGES

Les employeurs ayant rejeté les propositions de la CFDT d'une augmentation de 6% des salaires à partir du 1er octobre, et de 800 frs. de primes de fin d'année ainsi qu'une diminution de travail compensée à 100%. La quasi totalité des 300 employés des 5 garages lorientais se sont mis en grève illimitée depuis vendredi.

SAINT NAZAIRE : DES PARENTS D'ELEVES RETIENNENT UN INSPECTEUR

Dans le nouveau quartier de la Bouletterie 74 enfants n'avaient pu être accueillis, aussi à l'appel de l'association des habitants du quartier, de l'APF, du PC, du PSU, du SNI, de la fédération Cornec, l'inspecteur a été retenu et l'école occupée.

VITE ... VITE

ÇA PUE ET ÇA POLLUE .
POUR UNE FOIS, ÇA PAYE
QU'EST-CE QUE C'EST ?

UN P. D. G. A COUPTRAIN (MAYENNE)

...Michel Fresnais, patron d'une suifferie . Condamné : deux mois de prison avec sursis, 7 000 F d'amende, 50 000 F de dommages et intérêts à la Société de la truite Couternoise, à la Fédération de la pêche de l'Orne, et à des particuliers, partie civile .

L'entreprise FRESNAIS-DUBOIS collecte graisse et boyaux dans les abattoirs, elle les fond pour produire du suif . Et rejette des choses pas très propres dans un ruisseau, le Pont-Cordon, et une rivière, la Mayenne : graisses sur les berges, plaques et croûtes sur l'eau, poissons morts, odeurs fétides... pas de station d'épuration, avertissements et règlements sans effet .

(Tribunal de Laval)

PROPRIÉTÉ PRIVÉE

François Plunian, agriculteur dans le Morbihan, est près de ses sous : il vient de porter plainte contre un ouvrier cueillant des champignons dans un de ses champs . Il déclare, sans rire, 30,00 F de préjudice. Il n'y a pas de petits profits .

BOUM

26 SEPTEMBRE-VANNES : Attentat par explosif contre une réunion publique giscardienne (Génération Sociale et Libérale). Cinquante millions anciens de dégâts . Henri GISCARD D'ESTAING-le fils de l'autre-devait initialement participer à cette réunion . Il avait préféré rester à Paris pour écouter Gérard LENORMAND .

POUR L'EXEMPLE ...

30 SEPTEMBRE. Le "roi de l'évasion", Gaston Petiot, de St-Nazaire, lourdement condamné en appel à Rennes. Gaston s'était évadé 3 fois de suite de la petite Maison d'Arret de St-Nazaire, qui est d'ailleurs en train de pulvériser tous les records dans ce domaine (encore deux évadés ce mois-ci). - Pour vols et défaut de permis de conduire : 6 ans de prison ferme (deux peines non confondues) .

DE RAYER, ÇA VOUS RÉCHAUFFERA

2 OCTOBRE-ALENCON : 100 employés de la cité administrative cessent le travail dans l'après-midi . La température atteignait à peine 13 degrés dans les bureaux, la préfecture n'envisageant la mise en route du chauffage qu'au 15 Octobre . Des promesses ont été faites, les employés ont repris le travail .

15

B. L. M.

CA BOUGE CHEZ BRISSONEAU ET LOTS MARINE

Ayant obtenu lors de l'accord d'entreprise quelques cars pour le transport, le jeudi 2 octobre, par la grève de la CNTC (les transports nantais) beaucoup de camarades sont arrivés en retard:

- certaines : à pied jusqu'à 4 kms.
- : en taxi payé par la direction
- : en taxi payé par eux-mêmes
- : par leur propre moyen

Nous décidons donc de nous faire payer cette heure ou demi-journée, n'étant pas responsable de ce retard.

Après avoir demandé le contrat de la direction avec la CNTC pour savoir qui était responsable. (mais peut-être il était perdu c'est tellement mal rangé!) nous avons débrayé, la direction ne voulant pas payer.

Au cours de ce premier débrayage, nous apprenons qu'un camarade militant vient d'être licencié lors de son dernier jour de son mois "d'essai" malgré qu'il a été embauché avec un contrat d'un an, ce qui n'est pas logique mais légal.

Ce même jeudi était prévu une heure de débrayage pour protester contre les exécutions en Espagne, au cours de cet arrêt à l'information des sections syndicales CGT CFDT a été rajoutées les info. sur les transports et sur le licenciement.

Vendredi 3 octobre

Confirmation du licenciement, débrayage d'une 1/2 heure, recul de la direction qui s'est déchargé sur l'assistante sociale (le camarade licencié ayant de énormes ennuis familiaux) nous avons seulement obtenu un sursis de trois (une demi-victoire) l'assistante sociale l'ayant pris sous sa propre responsabilité.

On a reproché à ce camarade d'abord de ne pas faire son rendement, puis après vérification on évoque un autre prétexte, de ne pas être toujours présent à son poste de travail. La direction était tellement acculée avec son manque d'arguments qu'elle a aussi frappé 3 délégués MIS A PIED UNE SEMAINE à partir du Lundi 6 Octobre. Motif : "Menace de faire une conduite de Grenoble" ou de casser la gueule à un jeune nazillon (contremaitre) responsable du licenciement (ainsi que le chef d'atelier d'ailleurs) Puis devant l'inquiétude d'un mouvement la direction en annule deux (CFDT) mais il en reste une CGT. Une Assemblée Générale est prévue Lundi pour décider de l'action à mener contre la répression syndicale.

Après les trois glorieuses journées porte-ouverte et commerciales, tout le monde a vu la propreté de l'usine parce que l'on a commencé à faire le ménage deux jours avant CINEMA.

Ce qui est moins "CINEMA", c'est la réalité journalière, les pressions individuelles dans certains secteurs faciles en ces périodes de chômage.

C EST CA LE "LIBERALISME" DE LA BOITE
C EST CA LA REPRESSION SYNDICALE
C EST CA LA LUTTE DE CLASSES

A SUIVRE

Communiqué par Vent de la Zone

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

-Une conférence de presse se tenait Jeudi soir à Nantes : présentation du QUOTIDIEN DU PEUPLE par les militants du PCR ml. Objectif du nouveau quotidien : répondre aux questions que se posent les travailleurs sur la bourgeoisie française, l'union de la gauche, etc.. Tisser des liens nouveaux avec les masses, en constituant peu à peu un grand réseau de correspondants. -Objectif à long terme, que les travailleurs fassent eux-mêmes leur journal.

-Le QUOTIDIEN DU PEUPLE est distribué par les NMPP du Lundi au Vendredi. Et en vente militante: le Samedi au Marché de la Petite Hollande, le Jeudi au Marché Zola de Chantenay. Et les jours de pointage à l'Agence Nationale de l'Emploi rue de Strasbourg.

-N° de téléphone Paris : 208 65 61 le matin

-Correspondant à Nantes : Emmanuel Raulin, 11 rue de Suisse
44 000 Nantes (Malakoff)

-Abonnements : 250 F un an - 150 F 6 mois - 80 F 3 mois - 30 F 1 mois
CCP 23 13248F PARIS

REPUBLICA EN FRANÇAIS

Le COMITE PORTUGAL REVOLUTIONNAIRE de St-NAZAIRE édite désormais un petit bulletin d'information. Au sommaire du n° 1-28 Sept 75- La présentation du Comité-Soldados Unidos Venceremos, un interview d'un soldat-Republica parait en français :

"Les travailleurs de REPUBLICA ont fait un exemplaire de leur journal en français. Imprimé par les travailleurs en lutte de Caron-Ozanne, en Normandie (Ouest-Licenciement), il permettra à chacun de voir l'importance de la lutte sur les moyens d'expression, en France comme au Portugal.

Le 17 Sept. le journal Republica déclarait : "Ce qui est en jeu dans la lutte de Republica, ce n'est pas seulement l'information des Travailleurs, mais tous les aspects du processus révolutionnaire. Ce qui est en jeu c'est le pouvoir populaire, l'indépendance nationale, la révolution, la libération des travailleurs par eux-mêmes. Ceux qui critiquent le Republica sont les ennemis du Pouvoir Populaire, de l'indépendance nationale, ce sont ceux qui cherchent à reconstruire le capitalisme au prix de la misère et de la répression des travailleurs. Ou les travailleurs décident de la lutte du Republica, ou la bourgeoisie décide contre le peuple. Ou les travailleurs exercent clairement le contrôle ouvrier, en réalisant un quotidien pour tous les exploités, ou le pouvoir populaire marque le pas.

Au moment où les travailleurs veulent la Révolution au Portugal, il faut l'affirmer dans la pratique... la lutte continuera, Republica vaincra.

REPUBLICA
N° spécial
en
Français
est
disponible
à
la
Librairie
71
29 rue J.
Jaurès
Nantes

LES ORGANISATIONS SUIVANTES : C. C. R.
 P. L. C.
 P. S. U.
 U. M. N.

APPELENT à une réunion le mercredi 8 octobre,
 à 20 h., à la Fraternité Protestante, pour proposer la constitution d'un comité PORTUGAL sur les bases suivantes :

N

Le Portugal est un nouvel enjeu pour la lutte de classes en Europe. La victoire du socialisme ébranlerait la domination capitaliste dans tout le continent.

Le 25 avril 1974, un coup d'Etat militaire mettait fin à 48 années de fascisme. Sous les coups de la lutte pour l'indépendance des peuples africains, la décomposition intérieure du régime fasciste s'était accélérée.

Certaines forces bourgeoises ne rêvaient que d'une transition plus ou moins libérale. Mais, les travailleurs se sont engouffrés dans la brèche ; mettant à profit le démantèlement partiel de l'Etat, ils se sont organisés au grand jour.

Les commissions de travailleurs, de paysans, d'habitants, de soldats, Assemblées populaires, sont les organisations construites par les travailleurs pour les besoins de leur lutte contre l'exploitation capitaliste, le chômage, les sabotages économiques, l'accaparement des terres, les officiers réactionnaires, la crise du logement. En même temps, elles montrent que les travailleurs eux-mêmes, peuvent exercer le pouvoir dans tous les domaines de la vie sociale.

Les Commissions sont à la fois un organe de défense et l'embryon d'un nouvel appareil d'Etat : le Pouvoir Populaire. En s'organisant dans les commissions, de nombreux travailleurs portugais ont clairement montré qu'ils rejettent les illusions de la voie parlementaire.

L'unanimité de début du M. F. A. ne pouvait pas durer : chacun a dû prendre position par rapport aux luttes des travailleurs. Toutes les tendances de la société y sont représentées. Mais le document-guide sur le Pouvoir Populaire, où les progressistes du M. F. A. préconisent la construction d'un nouvel appareil d'Etat fondé sur les Organes Populaires de Base, est d'une portée considérable.

Comme dans chaque lutte, l'action révolutionnaire des travailleurs provoque bien sûr, une réaction de la bourgeoisie. Depuis les élections d'avril 1975, le P. S. a amorcé un rapprochement avec le P. P. D. ; la solution de capitalisme libéral, que visent conjointement ces deux organisations, s'oppose directement au développement des Commissions de Travailleurs.

Le P. S., au mois de juillet 75, en sortant du gouvernement par refus du Document-Guide du M. F. A. a donné le départ de la grande offensive réactionnaire de l'été, a permis à tous les nostalgiques du fascisme de relever la tête et de s'opposer par tous les moyens à la montée du Pouvoir Populaire.

C'est à cette époque que le M. R. P. P. et le P. C. P. ml ont montré clairement qu'ils se faisaient les alliés objectifs de la droite.

Et c'est encore le P. S. qui, aujourd'hui, dans le 6ème gouvernement, appelle à un retour à l'ordre et passe à la répression contre les organes de Pouvoir Populaire.

Quant à la direction du P. C. P., par sa politique qui vise à contrôler bureaucratiquement le mouvement des masses, pour en faire un simple moyen de pression dans le jeu des forces politiques officielles, elle est un frein quotidien et permanent à la progression du pouvoir populaire.

Faute d'avoir donné satisfaction aux revendications matérielles des travailleurs, notamment paysans, et d'avoir clairement soutenu les Commissions, qui représentent les aspirations populaires, les 6 gouvernements provisoires ont aidé le fascisme à manipuler une partie des classes travailleuses non-ouvrières.

Par-contre, seule la mobilisation populaire par le développement du Contrôle Ouvrier, des Commissions, de leur coordination dans les Assemblées Populaires, de l'organisation des soldats révolutionnaires, permettront de mettre en échec l'actuelle offensive réactionnaire et de passer à une étape supérieure du processus révolutionnaire.

En France, le pouvoir actuel soutient matériellement et politiquement les réactionnaires portugais, et participe au sabotage international dirigé contre l'économie portugaise.

La polémique P. C. - P. S., notamment à travers l'affaire République, met en avant (à grand bruit) des enjeux purement électoraux. Elle rejette au second plan ce qui est pourtant essentiel pour l'avancée révolutionnaire du Portugal : la prise en mains par les travailleurs eux-mêmes de leurs propres affaires.

Pour soutenir la lutte révolutionnaire du peuple portugais, notre tâche sera :

- D'abord rétablir les faits, faire connaître les luttes et les conquêtes du pouvoir populaire, populariser les projets politiques révolutionnaires sans exclusive, favoriser le débat.

- Pour ce faire, élaborer un matériel permettant de développer une propagande vivante dans les entreprises, dans les quartiers...

- Prendre les initiatives ou se joindre à celles lancées nationalement ou internationalement, qui vont dans le sens du travail que nous engageons.

La lutte menée par le peuple portugais présente une alternative crédible et donne un visage et des armes au projet politique révolutionnaire en Europe. Les travailleurs portugais ont besoin de notre soutien, les travailleurs de France ont besoin de leur exemple et de leur victoire.

ESPAGNE :

mobilisation importante à Nantes

Après avoir occupé l'église Saint Nicolas le samedi 20, les révolutionnaires ont été à la manif de la "gauche" jeudi soir.

Un cortège dynamique malgré la pluie se dirige vers le consulat. Retour en manif au commerce où l'on se promet de venir revisiter le consulat, et même le consul si Franco confirme les exécutions.

Vendredi, cela est confirmé pour 5 de nos camarades espagnols. Dans la soirée, un rassemblement spontané se forme devant le consulat qui est aussitôt mis à sac. Un copain est arrêté. Puis une manif se dirige en ville, envahissant au passage le "journal l'Infin" pour qu'il annonce la manif. Sans doute plus d'un millier de personnes se sont joints à cette manif qui a circulé de huit heures à minuit dans Nantes.

A minuit, nous obtenons la libération du copain et nous avons toujours un petit espoir pour nos camarades espagnols: l'exécution n'avait pas encore eu lieu.

Samedi matin, les 5 assassinats ont lieu; la colère monte vite. On décide aussitôt de faire une manif dans l'après midi. Ceux de vendredi soir se retrouvent. La manif suscite un large accord des nantais dans le centre. Place du commerce, on a commencé par sortir les pinceaux, la colle et ... les affiches:

"Franco assassin, Giscard complice!"

"Le garot pour Franco"etc

dont on a recouvert les bus.

Après une petite escale devant Ouest France, où on a déposé un communiqué, on a traversé la foire place Louis XVI direction: la Gare.

On a fait une descente remarquée sur les quais où on a bloqué pendant 1/4 d'heure un train de correspondance pour l'Espagne qu'on a recouvert de mots d'ordre anti-franquistes.

Ensuite, on s'est dirigés vers la cathédrale où les chrétiens marxistes devaient faire une intervention vers 19 heures pendant la messe. Objectif raté: nous sommes entrés dans une église vide (quelques dizaines de personnes au maximum), les objectifs de l'occupation n'étaient sûrement pas clairs pour tout le monde puisque certains s'en prirent aux hosties et à la bible qui n'étaient pas en cause.

Lundi, une manif importante (près de 5 000 personnes) mais qui manque d'objectifs si ce n'est le dépôt d'une gerbe "gloire aux martyrs espagnols du FRAPE et de l'ETA" par les militants de "l'humanité rouge".

Mercredi enfin, des travailleurs des ACB et de Dubigeon, ont rebaptisé le pont "Anne de Bretagne" qui doit ouvrir lundi 7. Des plaques ont été apposées à chaque extrémités du pont: "Pont des martyrs espagnols assassinés par Franco le 27-09-75". Les manifestants ont demandé que ce nom soit pris en compte par la municipalité (ouest france du 3 octobre).

Une mobilisation de l'extrême gauche comme on n'en avait pas vu depuis plusieurs années: un cortège plus nombreux que celui des réformistes le jeudi, beaucoup de participants pour des manif peu appelées.

D'autres procès sont en préparation. Soyons prêts... pour affirmer notre haine de ce régime assassin, pour tirer des griffes du boureau les prochaines victimes.

BILAN D'UNE OCCUPATION

A l'initiative du Cercle Jean 23, des Chrétiens marxistes et de la Fraternité Protestante, la Cathédrale de Nantes a été occupée le 27 septembre, avant l'office religieux. Le texte d'une déclaration lue dans la cathédrale a été distribué aux personnes présentes, (cf le texte ci-joint) .

La manifestation anti-franquiste organisée par l'extrême gauche dans toute la ville est venue soutenir l'action des organisations qui ont pris l'initiative de l'occupation . La Cathédrale a été évacuée après que les manifestants eurent chanté l'Internationale; l'office religieux a donc pu se dérouler normalement et une délégation a expliqué son action à l'évêque auxiliaire .

Il est nécessaire de faire le bilan de cette action pour en situer l'importance politique et aussi pour effectuer une mise au point sur certains défauts d'organisation .

L'Importance politique d'une telle action

1 - Des militants chrétiens perçoivent de plus en plus clairement que leur lutte politique est globale et qu'elle ne saurait donc négliger aucun secteur sur les fronts économique, politique et idéologique . Ainsi des actions sont menées pour lutter contre les appareils d'Eglise et l'idéologie qu'ils véhiculent, dans la mesure où ils soutiennent l'appareil d'Etat bourgeois . Souvent la religion - sous des formes diverses et parfois subtiles qui ne se réduisent pas à la seule influence des appareils d'Eglise - est présente sur le terrain politique : les camarades portugais espagnols, chiliens etc... le savent . L'Ouest de la France n'échappe pas à cette emprise . C'est pourquoi un certain nombre d'organisations travaillent à mobiliser les chrétiens et les non chrétiens sur ces fronts de lutte : des actions ont eu lieu à propos de l'école catholique, de l'idéologie religieuse concernant l'avortement ou la propriété (l'essé) du mode d'insertion du clergé dans la Sécurité Sociale etc....

Ces luttes dans lesquelles s'inscrit l'occupation de la Cathédrale ont une importance politique considérable : aider les chrétiens à prendre conscience du rôle politique qu'ils jouent derrière l'apolitisme apparent de leur "foi" et aussi inviter les chrétiens déjà

engagés dans la gauche et, l'extrême gauche à ne pas épargner l'Eglise et l'idéologie religieuse dont ils sont plus ou moins partie prenante. Trop souvent sous prétexte de donner la priorité (certes indispensable) à la lutte économique et au mouvement ouvrier, les chrétiens de gauche négligeant le front de lutte "religion", considèrent que l'Eglise est au dessus de la lutte des classes .

2 - Mais ce n'est pas seulement pour les chrétiens que l'occupation de la cathédrale a un sens politique, mais pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire . Même si les délais de préparation de l'action n'ont pas permis d'en mesurer l'enjeu, une chose est apparue clairement dans sa nouveauté : une action menée sur le front de lutte religieux x était soutenue par des groupes révolutionnaires . L'Espagne franquiste est aussi l'Espagne chrétienne et c'est un objectif politique que de lutter contre cette Espagne-là (de la même façon, le mouvement révolutionnaire soutient d'autres fronts de lutte récemment ouverts ; femmes, armées, justice etc...) . Face à l'idéologie religieuse dont l'impact est grand dans notre région (qu'on songe à l'influence des mouvements d'action catholique dans la formation des militants ouvriers et paysans ou, inversement, à l'influence conservatrice de la religion) les militants politiques ne peuvent rester neutres ou se contenter d'un antireligiosisme sommaire .

Tout ceci appellerait bien des précisions . Mais malgré leur caractère schématique ces réflexions font partie du bilan de l'occupation de la cathédrale .

Autocritique des mouvements organisateurs de l'occupation de la Cathédrale .

L'occupation de la Cathédrale ne s'est pas déroulée exactement comme l'avaient prévue les organisateurs en raison de leurs carences - même s'ils ont quelques circonstances atténuantes qu'expliquent les délais de préparation et leur mobilisation au sein des autres mouvements politiques et syndicaux anti franquistes .

Il est nécessaire de rappeler brièvement comment a été préparée l'occupation : Les trois groupes organisateurs (Cercle Jean 23, Chrétiens Marxistes et Fraternité Protestante) après avoir envisagé d'interrompre seuls l'office de la Cathédrale, ont finalement considéré que leur acte s'inscrivant dans une protestation politique d'ensemble, pourrait être soutenu par toutes les forces politiques . C'est pourquoi par l'intermédiaire du PSU, un accord a été passé avec les organisations d'extrême gauche, samedi en fin de matinée sur les bases suivantes :

l'occupation de la Cathédrale s'opère sous la direction des trois mouvements politico-religieux avec le soutien des autres manifestants politiques . Par ailleurs les autres organisations de gauche n'ont pas pu être toutes alertées dans l'après midi et aucun accord officiel n'a pu être passé avec elles malgré le souhait des trois mouvements organisateurs .

Dans l'après midi le contact téléphonique a été établi entre la coordination des mouvements organisateurs et la manifestation de l'extrême gauche, toujours par l'intermédiaire du P.S.U. Il a été précisé alors que les manifestants ne devraient pas entrer dans la Cathédrale avant le début de l'office et avant que l'ordre ne soit donné (afin, en particulier de pouvoir utiliser la "sono" de la cathédrale, une fois l'office commencé). C'est là qu'une conjonction malheureuse de deux faits a empêché l'action de se dérouler comme prévu : d'une part les manifestants arrivés trop en avance devant la Cathédrale et impatients d'agir ont occupé l'édifice avant le début de l'office; d'autre part les militants des trois mouvements organisateurs , faute d'avoir pu entrer en liaison avec leur "coordination" manquaient de consignes précises; celui qui était chargé de la coordination de l'action ayant été fort malencontreusement retardé . C'est ainsi qu'un mouvement de flottement a eu lieu facilitant quelques incidents inutiles (au demeurant vite réparés et vigoureusement condamnés) qui portaient la marque de provocateurs (conscients ou inconscients) . La Presse locale ne s'y est pas trompée .

Les trois mouvements acceptent donc les critiques pour leur médiocre organisation, remercient les organisations politiques qui ont su pallier ces carences et souhaitent que l'importance et le succès politique de l'action commune ne soient pas masqués par ces carences . Ils souhaitent enfin n'être pas les seuls à cette occasion comme à d'autres, capables d'avoir le courage politique de faire des bilans d'où l'autocritique ne soit pas exclue .

Cercle Jean 23, Chrétiens Marxistes,
Des Militants de la Fraternité Protestante

FRANCO ASSASSIN

LES EGLISES COMPLICES

Aujourd'hui, samedi 27 Septembre, nous, CERCLE JEAN XXIII, CHRETIENS MARXISTES, FRATERNITE PROTESTANTE, et d'autres chrétiens militants en milieu populaire, décidons d'interrompre l'office religieux de la Cathédrale pour manifester à la fois notre deuil après les exécutions des militants espagnols et aussi notre réprobation devant le manque de fermeté des autorités religieuses qui n'ont pas choisi leur camp.

" Nous déplorons les actes criminels, mais Nous aimerions qu'ils soient rachetés par une justice qui saurait être magnanime dans sa clémence".

PAUL VI - 21 Septembre 75.

" C'est toujours le même cycle infernal : attentats et répression".

Cardinal MARTY .

L'Espagne de FRANCO prétend s'appuyer sur le christiannisme. Les chrétiens du monde entier ne peuvent pas ne pas protester contre ce détournement de leur foi. Aussi, notre intervention dans l'office religieux n'interrompt peut-être pas réellement la célébration des croyants réunis en ce lieu. Elle lui donne une signification : témoigner de la solidarité avec tous les damnés de la terre. Une foi qui n'est pas solidaire des opprimés est morte.

Nous proposons que l'EGLISE EXCOMMUNIE FRANCO, malgré la dérision de cette procédure.

Cet assassin se réclame de la civilisation chrétienne. Cette excommunication, déjà demandée officiellement par des prêtres espagnols, aurait pour résultat de diminuer son ardeur sanguinaire.

Notre intervention est surtout un acte politique : des militants de différents horizons apportent leur soutien et leur présence à notre action conscients de l'enjeu que représente la force d'une idéologie qui a servi et continue de servir les pires causes.

Cercle Jean XXIII - Chrétiens Marxistes - Fraternité Protestante, et d'autres chrétiens militants.

GRÈVES

(24)

Fin de la première semaine de grève à la CARROSSERIE BOUTEILLER (NANTES). Grève totale des 20 Salariés de l'entreprise. Pour une augmentation des salaires et le treizième mois. La direction propose 6 %, les travailleurs réclament 250 F 00 pour tous. Les salaires n'ont pas été augmentés dans la boîte depuis un an. La C.G.T. est intervenue auprès de l'inspection du travail.

(2 OCTOBRE)

...et grève toujours des 40 maçons de chez COLIN à St-Vincent des Landes. Contre 8 licenciements annoncés dans l'entreprise. Les ouvriers ont défilé dans les rues de MOISDON-LA-RIVIÈRE et d'ISSE, décoré la maison de M. COLIN avec leurs banderoles, et dressé une barricade (symbolique) avec des parpaings. (3 Octobre)

UNE ÉCOLE OCCUPÉE

Après la Chabossière et la Bugalière, une nouvelle occupation d'école dans la banlieue nantaise: à REZE. Les parents d'élèves du CHENE-CREUX, accompagnant leurs enfants ont commencé l'occupation active Jeudi. Il y a 47 élèves par classe avec 4 enseignants seulement, les parents demandent un cinquième poste. Les locaux nécessaires sont prêts. Appui du S.N.I. et de la Fédération Cornec.

ON REPARLE DES TRIBONDEAU

3 OCTOBRE-Mayenne: LES FRÈRES TRIBONDEAU, CUMULARDS NOTOIRES, AU TRIBUNAL. En 1970, cette affaire avait suscité de nombreuses manifestations paysannes au cours desquelles les Tribondeau avaient brandi gourdins et fusils sans pour autant impressionner les paysans. Propriétaires de 200 hectares de terres, ils essayaient de se faire reconnaître la propriété d'une nouvelle ferme de 26 hectares à La Bigotterie en Dénazé, avec un bail bidon à un de leurs salariés.

La FDSEA, représentée par M^o CHOU, considère qu'il y a cumul depuis 5 ans, estime insuffisant le franc symbolique de dommages-intérêts fixé en première instance. Elle demande 5000 F, et une publication aussi large que possible dans les journaux locaux.

Arret le 23 Octobre.

